Comité Technique Local du 13 janvier 2022
de la DiSI Île-de-France

DÉCLARATION LIMINAIRE

Depuis de très nombreuses années, les Comités techniques emplois à la DGFiP se suivent et se ressemblent, mais cette année le goût laissé est encore plus amer…

La crise sanitaire qui n'en finit pas a remis en avant, si besoin en était, toute l'importance des services publics. En cette période de crise, la DGFiP a tenu un rôle majeur dans la continuité du service public. Le ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, a salué cette implication, qualifiant la DGFiP d'administration d'élite.

Les remerciements et éloges répétés à l'attention des personnels de la DGFiP étaient-ils annonciateurs d'un soudain intérêt vis-à-vis de notre administration qui, ne l'oublions pas, a été « saignée » depuis plus de 10 ans de plus de 30 000 emplois supprimés ? Ce furent probablement les effets de la stupéfaction qui ont conduit à des discours portant promesses sur un « monde d'après » différent, au « retour des jours heureux ».

Après de longs mois de crise, les élections présidentielles approchant, **la surenchère aux suppressions de postes de fonctionnaires est reprise de plus belle par des candidats déclarés ou potentiels.** Toujours considérés comme un coût, responsable de l'augmentation des dépenses et de la dette publique, le nombre de fonctionnaires reste visiblement la seule variable d'ajustement. **Pourtant, la période que nous vivons n'a jamais mis autant en évidence le manque criant de personnels dans les différents champs de la Fonction publique.**

Pour Solidaires Finances Publiques, la CGT Finances Publiques et l'alliance FO DGFiP/CFDT Finances Publiques, les suppressions d'emplois 2022 sonnent comme une véritable provocation et sont indignes au regard des attentes et des droits des citoyens. Elles sont aussi indignes au regard des agents, dont l'engagement et la conscience professionnelle ne suffisent plus à compenser le manque d'effectifs dans les services. **La DiSI Île-de-France, qui affiche au 31 décembre 2021 61 postes vacants sur les 679 postes implantés, doit supporter 15 nouvelles suppressions d'emplois.**

Solidaires Finances Publiques, la CGT Finances Publiques et l'alliance FO DGFiP/CFDT Finances Publiques refusent d'être associés à ces politiques de suppressions d'emploi et ne répondront pas présents à cette convocation.